

Lettre d'information

Nous avons le plaisir de vous communiquer dans cette lettre d'information les métadonnées des arrêts prononcés récemment par la Cour constitutionnelle. Ces métadonnées contiennent le numéro et la date de l'arrêt, le(s) numéro(s) de rôle de l'affaire, la nature de la procédure, la (les) norme(s) contrôlée(s), le(s) dispositif(s) et les mots-clés de l'arrêt. De plus, en cliquant sur le lien, vous pouvez accéder directement à l'arrêt demandé.

Numéro d'arrêt : 117/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 6816 • 6818 • 6819 • 6820 • 6821

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région flamande du 7 juillet 2017 « portant modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les méthodes autorisées pour l'abattage des animaux »

Mots-clés : Protection et bien-être des animaux - Région flamande - Méthodes autorisées pour l'abattage des animaux - Abattages prescrits par un rite religieux

Dispositif(s) : Rejet des recours (sous réserve des interprétations mentionnées en B.31.3 et B.31.4)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-117f.pdf>

Communiqué de presse : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-117f-info.pdf>

Numéro d'arrêt : 118/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7154 • 7155 • 7212 • 7220

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région wallonne du 4 octobre 2018 « relatif au Code wallon du Bien-être des animaux »

Mots-clés : Protection et bien-être des animaux - Région wallonne - Méthodes autorisées pour l'abattage des animaux - Abattages prescrits par un rite religieux

Dispositif(s) : Rejet des recours (sous réserve des interprétations mentionnées en B.31.3 et B.31.4)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-118f.pdf>

Communiqué de presse : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-118f-info.pdf>

Numéro d'arrêt : 119/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7223

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Code wallon du Bien-être des animaux (art. D.36, D.37, § 2, et D.38; décret de la Région wallonne du 4 octobre 2018)

Mots-clés : Protection et bien-être des animaux - Région wallonne - Interventions interdites sur les animaux - Caudectomie des chevaux - Conséquences - Interdiction de participer à des expositions, expertises ou concours

Dispositif(s) : Rejet du recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-119f.pdf>

Numéro d'arrêt : 120/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7338

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Communauté française du 3 mai 2019 « portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires » (art. 1er)

Mots-clés : Enseignement - Communauté française - Enseignement obligatoire - Internats des établissements de l'enseignement secondaire général et technique - Educateurs - Durée de travail hebdomadaire maximale - Garde dormante - Comptabilisation des heures de garde dans la rémunération

Dispositif(s) : Rejet du recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-120f.pdf>

Numéro d'arrêt : 121/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7346 • 7347

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : - Loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977 (art. 214, 266, § 1er, et 283)

- Code judiciaire (art. 1385*undecies*)

Mots-clés : Droit pénal - Droit pénal spécial - Douanes et accises - Infractions - Droits d'accises éludés - 1. Compétence du juge pénal pour se prononcer sur l'action civile - 2. Pouvoir d'appréciation du juge

pénal

Dispositif(s) : - Non-violation (article 283 de la loi générale sur les douanes et accises, interprété comme imposant au juge répressif de statuer sur l'action en paiement des droits élués dans l'hypothèse où l'action publique du chef de contravention, fraude ou délit, visée aux articles 281 et 282 de la même loi, est, dès la date de sa mise en mouvement, éteinte par l'effet de la prescription à l'égard de certains prévenus, alors que ce juge répressif a été régulièrement saisi de l'action publique qui, au moment de sa mise en mouvement, n'était pas prescrite à l'égard d'autres prévenus dans la procédure pénale relative à la même affaire)

- La question préjudicielle dans l'affaire n° 7346 n'appelle pas de réponse

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-121f.pdf>

Numéro d'arrêt : 122/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7353

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Communauté française du 3 mai 2019 « portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la recherche » (art. 62 et 71)

Mots-clés : Enseignement supérieur - Communauté française - Financement des institutions universitaires - Financement temporaire spécifique - Habilitations dormantes

Dispositif(s) : Rejet du recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-122f.pdf>

Numéro d'arrêt : 123/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7461

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Code pénal (art. 419)

Mots-clés : Droit pénal - Homicide involontaire - Peine maximale - Différence selon que l'homicide est la conséquence d'un accident de la circulation ou non

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-123f.pdf>

Numéro d'arrêt : 124/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7479

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 28 avril 2003 « relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale » (art. 24 et 30, avant leur modification par la loi du 15 mai 2014)

Mots-clés : Sécurité sociale - Pensions complémentaires - Contributions définies - Apurement des déficits - Entreprise d'assurances mise en liquidation

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-124f.pdf>

Numéro d'arrêt : 125/2021

Date d'arrêt : 30/09/2021

Numéro(s) de rôle : 7552

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 « relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement » (art. 42, dans sa version antérieure à sa modification et renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014)

Mots-clés : Environnement - Région de Bruxelles-Capitale - Infractions - Sanctions - Amende administrative - Augmentation - Parallèle avec l'évaluation par le juge pénal

Dispositif(s) : Annulation (article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999, dans sa version antérieure à sa modification et à sa renumérotation par l'article 61 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014 « modifiant l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, d'autres législations en matière d'environnement et instituant un Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale », en ce qu'il ne soumet pas son application à l'existence d'une amende administrative préalable définitive, c'est-à-dire qui ne fait plus l'objet ou n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-125f.pdf>

Numéro d'arrêt : 126/2021**Date d'arrêt :** 30/09/2021**Numéro(s) de rôle :** 7562**Procédure :** Question préjudicielle**Norme(s) contrôlée(s) :** Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (art. 57)**Mots-clés :** Droit administratif - Centre public d'action sociale - Hôpital public relevant d'une association de CPAS - Actions en responsabilité - Régime de prescription**Dispositif(s) :** La question préjudicielle n'appelle pas de réponse**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-126f.pdf>**Numéro d'arrêt : 127/2021****Date d'arrêt :** 30/09/2021**Numéro(s) de rôle :** 7583**Procédure :** Recours en annulation - Demande de suspension**Norme(s) contrôlée(s) :** Loi du 16 mars 2021 « portant assentiment à la Décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la Décision 2014/335/UE. - Euratom »**Mots-clés :** Droit de l'Union européenne - Loi d'assentiment - Ressources propres de l'Union européenne**Dispositif(s) :** Rejet de la demande de suspension et du recours en annulation**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2021/2021-127f.pdf>